



CONJONCTURE ECONOMIQUE

Synthèse annuelle 2024

L'économie de la Guadeloupe en 2024 : un essoufflement relatif

En 2024, l'économie guadeloupéenne marque le pas, freinée par une consommation en berne, une activité en ralentissement dans plusieurs secteurs, et un contexte international et national incertain. Pour autant, le moral des chefs d'entreprises reste globalement favorable, soutenu par le ralentissement de l'inflation et une reprise de l'investissement en fin d'année. Le secteur bancaire continue d'accompagner le financement de l'économie. 2025 s'annonce comme une année de transition, marquée par l'attente de retombées concrètes des grands projets en cours.

Une économie en ralentissement, sans décrochage

Un climat des affaires favorable...

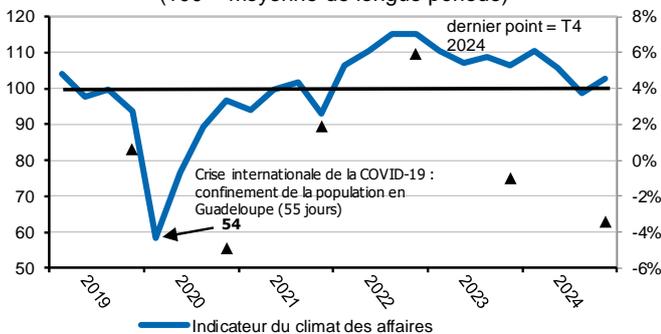
En 2024, l'indicateur du climat des affaires (ICA) enregistre un léger repli, tout en restant au-dessus de sa moyenne de longue période. Il s'établit à 104,5 points en moyenne annuelle, contre 108,1 points en 2023, soit une baisse de 3,6 points sur un an. L'ICA a suivi une tendance baissière durant les trois premiers trimestres, atteignant un point bas au troisième trimestre, avant de rebondir en fin d'année.

Malgré une activité jugée encore dégradée, les chefs d'entreprise signalent une meilleure maîtrise de leurs charges d'exploitation et une amélioration des délais de paiement. Dans ce contexte, leur moral reste globalement positif. Le chiffre d'affaires des entreprises déclaré auprès de la Direction régionale des Finances publiques (DRFIP) progresse de 0,85 % sur un an, une dynamique nettement plus modérée qu'en 2023 (+6,5 %).

...dans un contexte d'inflation modérée...

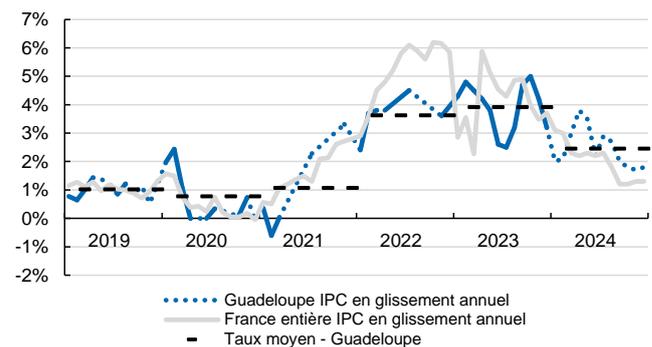
En 2024, le rythme de progression de l'indice des prix à la consommation (IPC) ralentit. En moyenne sur l'année, l'IPC a augmenté de 2,6 % contre +3,9 % en 2023. Ce ralentissement s'explique principalement par des hausses modérées des prix des produits manufacturés (+0,5 % en 2024 contre +2,9 % en 2023 en moyenne annuelle) et de l'alimentation (+3,4 % contre +10,2 % en 2023). Après une accélération en début d'année, portée par ces deux postes, l'inflation s'est stabilisée sous les 2,0 % au second semestre.

Indicateur du climat des affaires en Guadeloupe
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM. © IEDOM

Indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)

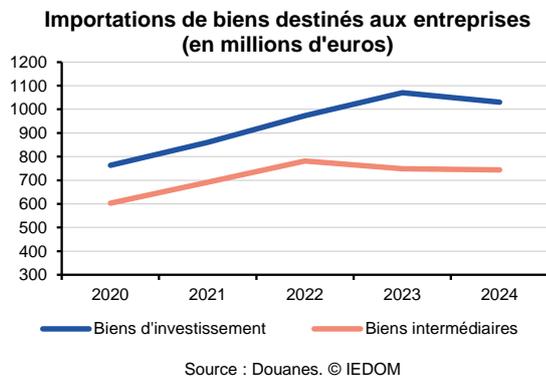


Source : Insee. © IEDOM

Pour limiter les effets de la hausse des prix et protéger le pouvoir d'achat, le « Bouclier Qualité-Prix » a été renforcé, avec un panier élargi à davantage de produits à prix modérés, tout en maintenant le prix global du panier. L'intensification de la lutte contre la vie chère prend également la forme d'une exonération de TVA pour 69 familles de produits de grande consommation, à compter du 1^{er} mars 2025. Cette exonération vise à réduire de 20 % en moyenne les prix de ces articles essentiels.

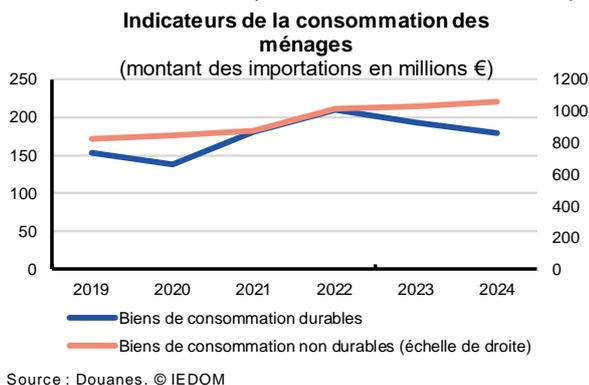
...qui contribue à la reprise des investissements

Après un premier semestre atone, une reprise s'amorce en fin d'année, soutenue par le ralentissement de l'inflation. Les déclarations d'investissement des entreprises auprès de la DRFIP progressent de 12,7 % sur un an (+6,1 % en 2023). Les crédits d'investissement confirment cette dynamique (+11,8 %). Plusieurs projets structurants soutiennent cette reprise : extension du port maritime, rénovation de la Marina de Bas-du-Fort (20 millions d'euros), chantier Audacia Technopole Caraïbes (14 millions d'euros), mise aux normes sismiques des bâtiments d'État, ou encore création de l'usine « Délices Surgelés » (10 millions d'euros). En parallèle, les importations de biens d'investissement et de biens intermédiaires reculent sur l'année (-3,7 % et -0,7 %), pénalisées par un début d'exercice peu dynamique. Un redressement marqué est toutefois observé au quatrième trimestre (+7,7 % et +8,9 %), en lien avec la baisse des taux des crédits à l'équipement (de 4,14 % à 3,19 %). La vulnérabilité des entreprises poursuit sa normalisation post-crise, impliquant une augmentation des défaillances de 8,6 % sur un an.



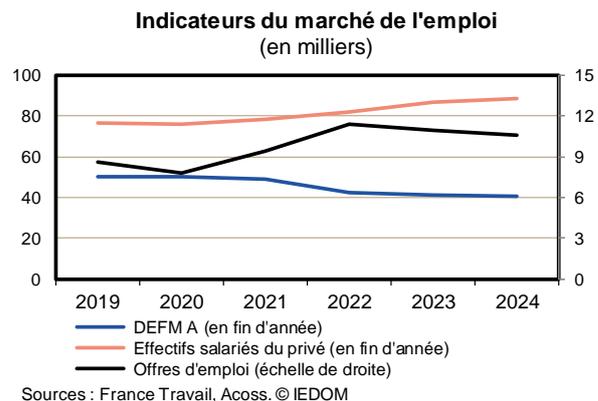
La consommation des ménages fléchit

En 2024, les dépenses de consommation des ménages ralentissent. En valeur, les importations de biens de consommation durables chutent de 7,4 %. À l'inverse, les importations de biens de consommation non durables augmentent légèrement en valeur, de 2,7 %. Le contexte de taux d'intérêt élevés — 7,39 % au 4e trimestre pour le taux du crédit à la consommation, un niveau inédit depuis 20 ans — pèse également sur le recours au crédit. La croissance des encours de crédits à la consommation ralentit (+3,1 % après +4,5 % en 2023). Par ailleurs, le nombre de dossiers de surendettement atteint un niveau record (664, soit +24,3 % en 2024).



Le marché de l'emploi s'améliore légèrement

En 2024, le marché de l'emploi en Guadeloupe montre des signes d'amélioration. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A diminue de 2,1 % sur un an, atteignant 40 532 personnes en fin d'année. Le taux de chômage reste élevé, s'établissant en moyenne à 16,8 % de la population active contre 7,4 % en France (hors Mayotte) en 2024. Par ailleurs, le nombre d'offres d'emploi collectées par France Travail diminue de 3,5 % sur un an. L'emploi salarié privé connaît une légère progression de 0,5 % sur un an, totalisant 88 183 salariés en fin d'année. Les chefs d'entreprise continuent toutefois de rencontrer des difficultés de recrutement, avec 48 % des projets d'embauche jugés difficiles, notamment dans les secteurs de la distribution, de la logistique et du BTP. Enfin, l'effectif du secteur public progresse également (+0,7 %), avec 40 540 salariés.



Hors produits pétroliers, les échanges extérieurs reculent

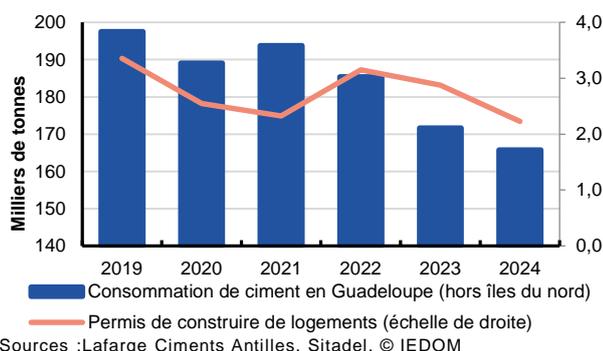
En 2024, les importations diminuent de 1,3 % en glissement annuel, tandis que les exportations progressent de 9,7 %. Toutefois, hors produits pétroliers, les échanges extérieurs se contractent (-1,4 % pour les importations et -7,3 % pour les exportations). Le repli des importations s'explique en partie par le moindre dynamisme des investissements en début d'année. Dans le cas des exportations, seules les réexpéditions de produits pétroliers progressent nettement (+61 %, après -48 % en 2023). Les autres postes à l'export reculent, en lien avec la baisse d'activité signalée par les chefs d'entreprise interrogés.

En raison de son insularité et de son tissu productif limité, la Guadeloupe affiche un déficit commercial structurel (hors services) de 3,4 milliards d'euros en 2024, en baisse de 2,8 % sur un an.

L'activité se replie dans les principaux secteurs

En 2024, l'activité du secteur du BTP ralentit nettement, affectée par l'achèvement de grands chantiers comme celui du CHU et la baisse de la demande privée (-26,7 % de logements autorisés entre janvier et novembre 2024). Dans ce contexte, le chiffre d'affaires du secteur baisse de 4,6 % sur un an (+22 % en 2023). La consommation de ciment en Guadeloupe recule à nouveau de 3,4 % (-7,4 % en 2023), reflétant une demande plus faible en matériaux de construction. Dans le même temps, la commande publique se contracte. Selon la Cellule économique régionale de la construction (CERC), sur 501 appels d'offres publics publiés en 2024 (-21 % sur un an), seuls 6 % ont débouché sur un marché signé (-62,5 %). Les indicateurs du secteur confirment ce repli : les attestations de conformité électrique baissent de 19,9 % sur un an, et le nombre de permis de construire diminue de 22,5 %. La contraction des encours financiers du secteur (-6,5 % sur un an, selon les données déclarées au SCR de la Banque de France) reflète également la dégradation conjoncturelle observée. Malgré ces difficultés, le secteur pourrait rebondir en 2025, porté par plusieurs projets d'envergure, notamment l'extension du port de Jarry (180 millions d'euros), la déviation de la Boucan/Sainte-Rose (100 millions d'euros) et les projets de 2024 en fin d'achèvement (cf. page 2 – paragraphe investissements). Le rebond de l'investissement des particuliers (+3,7 % des encours de crédit à l'habitat sur un an), porté par la baisse des taux d'intérêt, pourrait accompagner cette dynamique.

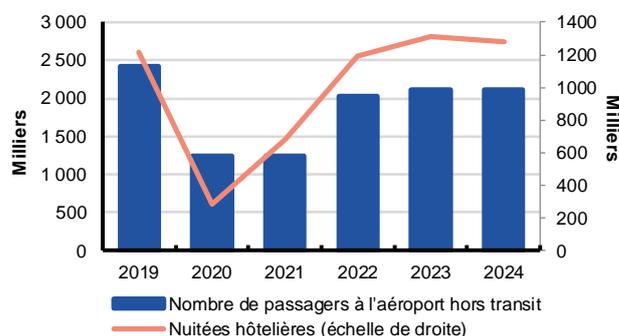
Consommation de ciment et permis de construire



L'activité touristique est stable en 2024, avec une nouvelle hausse du chiffre d'affaires de l'hébergement et de la restauration (+10,3 % sur un an, après +13,4 % en 2023). Cependant, les professionnels du secteur font face à des problématiques liées à l'approvisionnement en eau perturbant leur activité et provoquant le mécontentement des touristes. Ces derniers réclament des dédommagements pouvant impacter la trésorerie des entreprises. Le nombre de passagers hors transit à l'aéroport Maryse Condé se maintient au niveau de 2023 (+0,1 %), soit 87 % de celui de 2019. Dans l'hôtellerie, le nombre de nuitées reste supérieur à celui de 2019 (+5,3 %), bien qu'en recul de 10 % sur un an. Au niveau des croisières, la saison 2023/2024 marque un retour au niveau d'avant crise sanitaire, avec 242 escales établies. Cependant, des inquiétudes liées à l'insécurité et aux tensions sociales ont entraîné l'annulation de certaines escales. En réponse, les autorités et les acteurs locaux ont renforcé les mesures de sécurité pour rassurer les compagnies de croisière et préserver l'attractivité de la destination. Dans ce contexte, les professionnels du secteur sont confiants, mais surveillent de près l'évolution des tarifs aériens, influencée par le cours du

pétrole et une potentielle hausse de la taxe sur les billets d'avion.

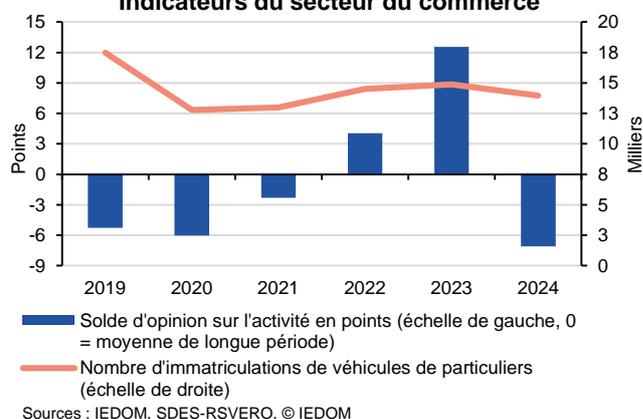
Trafic de passagers à l'aéroport et nuitées hôtelières



Le commerce est freiné par la baisse de la consommation des ménages.

Le chiffre d'affaires du secteur atteint 5,7 milliards d'euros en 2024, soit une baisse de 1,2 %. La collecte de TVA, basée sur la vente de biens et services, est stable (+0,6 %), après avoir enregistré une croissance significative de 14,3 % en 2023. La collecte de l'octroi de mer se stabilise également (-0,3 %), après une diminution de 5,7 % en 2023. En parallèle, le segment automobile est affecté par la crise de la filière en Europe, marquée par le repli des ventes de véhicules. Les immatriculations de véhicules neufs diminuent de 6,1 % (CVS) en 2024. Les professionnels interrogés constatent une baisse de pouvoir d'achat de leur clientèle. Ils jugent également leurs décisions d'achats plus hésitantes, dans un contexte économique incertain.

Indicateurs du secteur du commerce



L'activité est en baisse dans le secteur des industries agroalimentaires (IAA) et le secteur primaire.

En 2024, les exportations de produits d'IAA diminuent de 8,3 % en valeur et 26,5 % en volume. En particulier, les exportations de rhum agricole et industriel diminuent respectivement de 0,9 % et 8,3 % en 2024.

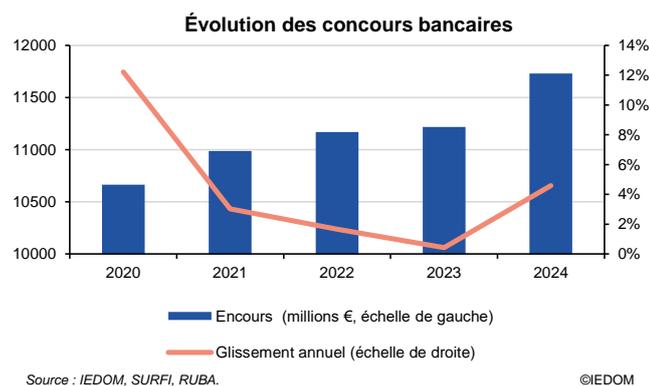
Pour le secteur primaire, les exportations de bananes sont stables en volume (+0,7 %), alors que les abattages de la filière viande restent en retrait avec une baisse des abattages bovins et porcins (respectivement -3,9 % et -7,4 % sur un an). En dépit d'une légère amélioration, la situation financière des secteurs primaire et IAA reste fragile, avec une hausse des coûts de production.

L'activité bancaire accompagne la reprise des investissements

Le financement de l'économie se poursuit

En 2024, en Guadeloupe, l'encours global des établissements bancaires s'établit à 11,7 milliards d'euros. **Il s'inscrit en hausse à fin 2024 (+4,6 %)**, après avoir stagné en 2023 (+0,4 %).

Malgré une conjoncture économique encore incertaine, l'activité de financement croît en 2024, dans un contexte de baisse des taux d'intérêt en fin d'année. Les encours de crédits aux ménages (5,4 milliards d'euros) continuent de progresser en 2024 (+4,5 % après +1,2 % en 2023). L'encours sain des crédits aux entreprises (5,1 milliards d'euros) est plus dynamique (+7,9 % contre +0,3 % en 2023), tiré par les crédits d'investissement (+11,8 %) et les crédits immobiliers (+7,7 %). En revanche, les crédits d'exploitation poursuivent leur recul (-7,1 %) après avoir connu une croissance historique en 2020 liée à la mise en place des Prêts Garantis par l'État (PGE) pendant la crise sanitaire. À fin novembre 2024, 738 millions d'euros de PGE ont été accordés à 4 849 entreprises locales, avec une prédominance du secteur du commerce, tant en nombre qu'en montant. 231 millions d'euros de PGE restent à rembourser (soit 31 % du montant octroyé) et 83 % des PGE sont en cours de remboursement sur la durée maximale. Les crédits aux collectivités locales (899,1 millions d'euros) sont à nouveau en retrait sur un an (-8,6 % après -0,8 % en 2023), témoignant de la fragilité de la situation financière de certaines.



La sinistralité de la place bancaire se détériore en 2024. L'encours global de créances douteuses brutes s'élève à 600,2 millions d'euros (+7,7 % sur un an). Le taux de créances douteuses total s'élève ainsi à 4,9 % à fin décembre 2024 et varie de 0,2 point sur un an.

Les établissements bancaires sur place financent 75 % des besoins du territoire, à partir de 92 % d'épargne locale. La croissance de leurs encours de crédit (+2,6 %) est moins marquée que celle des établissements non installés localement (+11,1 %).

Les actifs financiers progressent

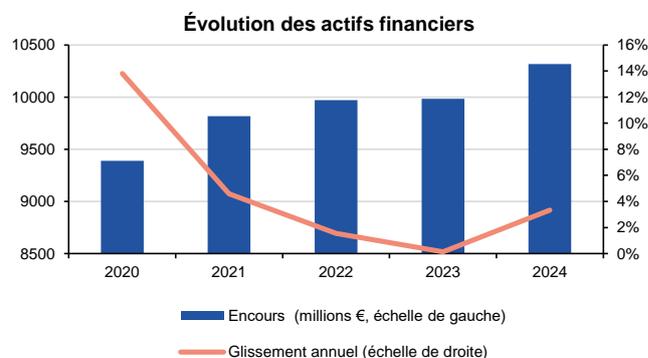
En 2024, les actifs financiers placés dans les établissements bancaires s'élèvent à 10,3 milliards d'euros. **Ils enregistrent une hausse de 3,3 % sur un an** (contre +0,1 % en 2023).

Avec 6,8 milliards d'euros d'actifs, les ménages sont les premiers déposants. L'encours de leurs dépôts progresse sur l'ensemble des catégories de produits bancaires (+3,4 % contre -0,6 % en 2023). Les dépôts à vue des ménages guadeloupéens repartent à la hausse (+2,9 %), tandis que les placements liquides ou à court terme poursuivent leur

croissance (+5,5 %) et dans une moindre mesure les placements à long terme progressent (+1,9 %).

Les avoirs des entreprises sont en hausse également (+4,5 % contre +3,4 % en 2023) et atteignent 2,9 milliards d'euros. Face au remboursement des PGE, à l'inflation et aux charges d'exploitation élevées dans un contexte économique encore fragile, certaines entreprises puisent dans leur épargne. Cette situation se traduit notamment par un repli des dépôts à vue des entreprises pour la troisième année consécutive (-2,1 %). Toutefois, les placements liquides ou à court terme des entreprises sont dynamiques (+33,6 %), tirés par les comptes à terme (+37,8 %) qui demeurent attractifs en 2024.

Pour l'ensemble des acteurs économiques, les dépôts à vue sont stables à +0,3 %, tandis que les placements liquides ou à court terme augmentent de 9,3 %. Cette évolution est principalement due aux placements rémunérés aux taux du marché (pour l'essentiel, les comptes à terme), qui affichent une hausse soutenue de 29,1 % sur un an. En parallèle, les comptes d'épargne spéciaux progressent également (+2,6 %), notamment les livrets A (+5,0 %), les livrets de développement durable (+6,6 %) et les livrets d'épargne populaire (+26,5 %).



Une évolution inverse des taux d'intérêt des crédits aux entreprises et aux particuliers

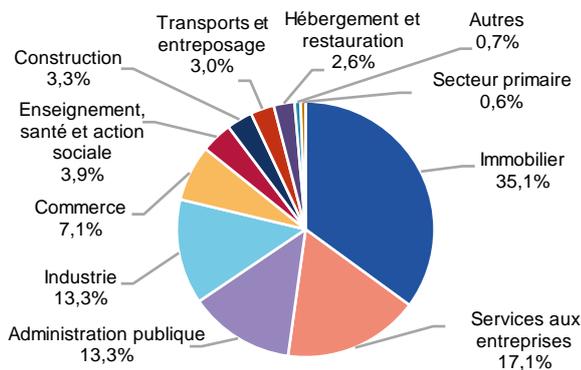
À fin 2024, **les principaux taux d'intérêt des crédits aux entreprises sont en repli**, dans le sillage de la baisse des taux directeurs de la BCE débutée dès juin 2024. Au 4^{ème} trimestre, les taux moyens des crédits de trésorerie et des crédits à l'équipement ont diminué respectivement de 147 et 95 points de base sur un an, pour s'établir à 4,28 % et 3,19 %. Ils demeurent inférieurs aux taux moyens accordés au niveau national (respectivement 4,79 % et 4,06 %). A contrario, **les taux moyens des prêts personnels et des crédits à la consommation ainsi que des découverts augmentent**. Ils ont atteint respectivement 7,39 % (+76 points de base par rapport à 2023) et 13,41 % (+58 points de base), niveaux supérieurs aux taux moyens pratiqués à l'échelle nationale (respectivement 6,46 % et 7,38 %). Le taux des crédits à l'habitat a, pour sa part, diminué, s'établissant à 3,49 % (-17 points de base sur un an).

L'immobilier, en tête des secteurs financés

Au 31 décembre 2024, les montants de crédit déclarés en Guadeloupe par les établissements bancaires auprès du Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France s'élèvent à 7,1 milliards d'euros (+2,6 % sur un an, contre +3,9 % en 2023).

Ces données retracent la répartition par secteur d'activité des crédits supérieurs à 25 000 euros octroyés aux entreprises, aux administrations publiques locales et de sécurité sociale du département.

Répartition sectorielle des risques au 31 décembre 2024



Source : Service centrale des risques. © IEDOM

Trois secteurs concentrent à eux seuls près des deux tiers de ces encours. Le secteur immobilier arrive en tête, avec 2,5 milliards d'euros de crédits, soit 35,1 % du total. Sa progression reste modérée en 2024 (+1,3 %), après une forte hausse l'année précédente (+7,4 %). Viennent ensuite les services aux entreprises (comprenant les services financiers et d'assurance, les activités spécialisées, scientifiques et techniques, les services administratifs et de soutien ainsi que les secteurs de l'information, de la communication et d'autres prestations de service), qui représentent 1,2 milliard d'euros de crédits, en augmentation de 5,4 %, ainsi que les administrations publiques, dont les encours s'élèvent à 0,9 milliard d'euros, en légère hausse (+1,6 %) après une baisse en 2023.

Perspectives 2025 : une activité encore fragile

À l'entame de l'année 2025, les chefs d'entreprise guadeloupéens interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture se montrent plus prudents qu'en 2024. Dans un climat mondial toujours incertain, marqué par des tensions géopolitiques et économique, ou encore les annonces du gouvernement américain concernant l'augmentation des droits de douane, beaucoup redoutent une stagnation, voire un léger repli de l'activité. Plusieurs secteurs annoncent un premier trimestre en demi-teinte.

Le tourisme reste l'un des moteurs les plus dynamiques. La Guadeloupe continue d'attirer, notamment grâce à une saison des croisières bien orientée : 285 escales sont programmées, soit une hausse de 15 % par rapport à la saison 2023/2024. Néanmoins, les professionnels du secteur restent vigilants. Les coupures d'eau, les pannes d'électricité, le coût élevé des transports et les conséquences du black-out de 2024 fragilisent l'image de la destination.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) se retrouve dans une période charnière. La baisse de l'inflation et celle des taux d'intérêt constituent des facteurs favorables à la reprise du secteur. Il doit cependant surmonter la fermeture de la carrière de Deshaies, les retards de paiement et les difficultés de recrutement. La fin du chantier du CHU au premier semestre, ainsi que la fragilité financière de certains acteurs, augmentent le risque de défaillances en cascade. Ces incertitudes renforcent les inquiétudes sur l'évolution du secteur.

La reprise dépendra fortement de la concrétisation des projets annoncés :

- Le Plan pluriannuel d'investissement du Département (993 millions d'euros sur 2024-2028, dont 206 millions d'euros en 2025) ;
- L'extension du port de Jarry (180 millions d'euros, livraison prévue en août 2025) ;
- Le Plan Eau (533 millions d'euros mobilisés pour l'eau potable et l'assainissement) ;
- La construction de nouveaux établissements hôteliers, dont le Pullman au Moule (32 millions d'euros, livraison mi-2025) et un hôtel 5 étoiles à Saint-François (90 millions d'euros, prévu pour 2028).

Or, la commande publique, moteur traditionnel du BTP, marque le pas, notamment en raison des tensions budgétaires des collectivités locales. Dans ce contexte, une attention particulière devra être portée à l'évolution des carnets de commandes et à la capacité du secteur à faire face à un possible retournement conjoncturel.

Enfin, la capacité des entreprises à s'adapter, à innover et à s'engager dans la transition écologique, énergétique, numérique sera décisive pour soutenir l'économie. Cette dynamique se heurte à un enjeu structurel majeur : le recul démographique. Celui-ci affaiblit la demande intérieure, limite la disponibilité de main-d'œuvre et pèse sur l'attractivité du territoire. Ce double défi conjoncturel et structurel pèsera sur la capacité de la Guadeloupe à transformer les projets engagés en moteur de croissance. Dans ce contexte, l'évolution du climat social, des conditions de financement et des prix mondiaux fera partie des éléments à surveiller de près tout au long de l'année.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : F. GROH ■ Responsable de la rédaction : D. GORDON

Rédaction : S. BEROSÉ, C. CANDALEN, T. COMBET, J. SOUKAI